

Messenger des ouvriers de Toyota aux Philippines

Ed Cubelo se bat pour que l'entreprise réintègre 136 ouvriers licenciés et respecte les droits syndicaux

«**N**ous deman-

çons la réintégration des ouvriers licenciés et le respect de la loi par Toyota. La Cour suprême a reconnu notre syndicat comme seul habilité à négocier avec l'entreprise.» Ed Cubelo est président du Syndicat des travailleurs de Toyota aux Philippines, le TMPCWA. Il a été, avec 233 de ses collègues, licencié en 2001 par Toyota Motor Philippines. Une société qui occupe 1200 ouvriers sur ses chaînes de montage aux cadences infernales dans la banlieue de Manille. En 1997, face à l'immobilisme du syndicat tenu par les cadres de l'entreprise, Ed Cubelo crée un syndicat indépendant pour engager des négociations pour une convention collective. Toyota tentera immédiatement de casser ce syndicat.

Après moult procédures, le 15 mars 2001, le Ministère du travail confirme que le TMPCWA est le seul syndicat légal de l'entreprise. Le lendemain, Toyota empêche 300 syndiqués de pénétrer dans l'usine. Pendant deux semaines, ils tentent de négocier pour reprendre leur travail. «Mais Toyota ne voulait rien savoir. C'est ça la source du problème», relève Ed Cubelo. Le 28 mars, les ouvriers installent un piquet aux portes de l'usine, 800 travailleurs rejoignent le mouvement. La production est stoppée.

Pressions des multinationales

Entre le 28 mars et le 12 avril, les multinationales entrent en jeu. Toyota et une dizaine d'entreprises japonaises installées aux Philippines défilent au Palais présidentiel et enjoignent la présidente Gloria Arroyo de faire cesser immédiatement la grève, faute de quoi elles retireraient tous leurs investissements du pays... Et le 12 avril, la grève est déclarée illégale par les autorités. Les grévistes sont dispersés violemment par la police, l'armée et les milices privées de Toyota. 227 personnes sont licenciées, 6 autres le seront 6 mois plus tard. Des charges criminelles sont fabriquées contre 26 grévistes.

Depuis, Ed Cubelo et son syndicat, qui a encore des membres dans l'usine, se battent pour la réintégration des ouvriers et pour que Toyota reconnaisse leur droit de négocier. Sur les 233 licenciés, une centaine a accepté les compensations financières proposées par Toyota, mais ils sont aujourd'hui sur une liste noire les empêchant de trouver du travail. 136 ouvriers continuent à exiger leur réintégration.

Recommandations de l'OIT

En septembre 2003, la Cour suprême des Philippines ordonne à la direction de Toyota d'engager des négociations avec le syndicat d'Ed Cubelo, puis en novembre, le comité des libertés syndicales de l'Organisation internationale du travail (OIT) émet une recommandation disant que l'entreprise a dérogé aux droits des travailleurs relatifs à la liberté syndicale. Trois autres recommandations suivront, sans effet.

Début juin, Ed Cubelo était présent pour la 4^e fois à la session annuelle de l'OIT. Cette année, son message a été présenté au groupe des travailleurs de l'OIT. Le syndicaliste lui demande d'intervenir afin qu'une décision ferme soit prise pour obliger le Gouvernement et Toyota à respecter les libertés syndicales et à réintégrer les ouvriers. Car bien qu'une vaste campagne internationale ait été entreprise par la Fiom (voir encadré ci-après) et que des négociations aient eu lieu en 2006 par son intermédiaire, Toyota, que ce soit à la direction du groupe à Tokyo ou à Manille, reste insensible à toutes les pressions. La

me mo Depuis 6 ans, Ed Cubelo, président du syndicat des ouvriers de Toyota à Manille, lutte contre les pratiques anti-syndicales de la société. Il exige la réintégration des ouvriers licenciés et la reconnaissance de son syndicat. Début juin, il était présent à l'OIT à Genève. Rencontre.

société tente en plus de présenter les syndicalistes comme des criminels. Ed Cubelo et une vingtaine d'autres ouvriers ont fait trois jours de prison, accusés injustement d'avoir voulu prendre d'assaut le Ministère du travail! «Sans l'importante solidarité internationale, nous n'aurions pas été relâchés», souligne-t-il, reconnaissant.

Menaces de mort

Aux Philippines, Ed Cubelo, peintre en carrosserie qui a travaillé 12 ans chez Toyota, dont les 3 dernières années au secteur «poubelles»..., craint pour sa vie. Car dans son pays, les assassinats de syndicalistes sont monnaie courante, principalement dans la zone industrielle de Manille qui accueille Toyota, Nissan et Nestlé... Cet ouvrier de 35 ans, père de 5 enfants, change régulièrement de lieu pour dormir. «Il n'y a pas de menace directe mais un sentiment très fort d'être surveillé par le Gouvernement et par Toyota. Il y a des signes avant-coureurs. Par exemple, ces types louches se faisant passer pour des représentants de commerce, venus deux fois chez moi, qui avaient l'air d'examiner les lieux. Je vis dans un quartier ouvrier et ce n'est pas là



Ed Cubelo souhaite que le soutien à son combat s'élargisse afin de faire plier Toyota et le Gouvernement philippin.

que les représentants ont l'habitude de faire leurs visites.» Des signes inquiétants lorsque l'on sait que les syndicalistes sont souvent assassinés chez eux...

Mais Ed Cubelo poursuit la lutte. Et avant de rentrer aux Philippines, il lance un appel aux syndicalistes suisses et de tous les pays pour qu'ils soutiennent son syndicat dans son combat légitime.

Sylviane Herranz ■

La solidarité a débuté au Japon

A Genève, Ed Cubelo était accompagné de Hiroshi Hayakawa, fidèle soutien à son combat. Secrétaire général d'un petit syndicat des chantiers navals au Japon, qui regroupe de nombreux migrants, dont des Philippines, Hiroshi Hayakawa avait déjà lutté contre la délocalisation d'un chantier très toxique de démantèlement de navires aux Philippines. En 1998, le nouveau syndicat d'Ed Cubelo lui demande conseil. Puis en 2001, après le licenciement des ouvriers de Toyota, son syndicat décide de les soutenir. «Nous les avons aidés financièrement, puis fait tout notre possible pour impliquer la direction de Toyota à Tokyo. Nous avons proposé au TMPCWA de devenir une branche de notre syndicat et avons entrepris une action au tribunal du travail japonais. Mais le tribunal a déclaré ne pas être habilité puisque l'affaire se déroulait aux Philippines. Mais pour nous, cette plainte, une première au Japon, avait une forte valeur symbolique, dans le but de responsabiliser les entreprises japonaises qui ont un comportement détestable à l'étranger.»

De son côté, la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie (FIOM) est aussi intervenue auprès de Toyota, sans pouvoir dénouer l'affaire. Une vaste campagne internationale a été lancée en 2006. Le 12 septembre 2006, des rassemblements de protestation ont eu lieu devant les ambassades japonaises de 44 pays. Une nouvelle campagne de la FIOM devrait être lancée cet automne.

SH ■

Pour plus d'informations:
FIOM: www.imfmetal.org/main/index.cfm?n=47&l=5&c=13914
Site du syndicat, en anglais:
www.tmpcwa.org



La célébration du 1^{er} Mai, ici en 2007, est un moment important pour les membres du syndicat d'Ed Cubelo.

Victoire contre Nestlé en Allemagne!

Après 8 jours de grève, les travailleurs des Eaux Nestlé obtiennent gain de cause

«**C**eux et celles qui ne luttent pas aujourd'hui n'auront pas d'emplois demain», «Nous avons appris à lutter!», pouvait-on lire sur les banderoles des travailleuses et des travailleurs de l'usine Neuselters des Eaux Nestlé en Allemagne, en lutte contre la volonté du groupe de briser leurs acquis. Après huit jours d'une grève débutée le 15 mai dans l'usine d'embouteillage des eaux Neuselters et Aquarel, dans la province de Hesse, la centaine d'employés a obligé la direction à trouver un accord avec leur syndicat, la Fédération allemande de l'alimentation (NGG). Une victoire due à leur unité et à leur détermination.

Le conflit avait commencé après le refus de Nestlé d'entreprendre des négociations sérieuses avec leur syn-

dicat. Le 1^{er} octobre 2006, indique l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), les Eaux Nestlé Allemagne ont dénoncé la CCT sectorielle. Depuis, les travailleurs de Neuselters ont mené diverses actions, y compris des débrayages en janvier et en avril.

Chantage aux emplois

«Partout en Allemagne, écrit l'UITA, Nestlé s'attaque aux gains obtenus de haute lutte par les travailleurs dans le cadre de la négociation collective. Les tactiques employées comprennent le retrait de la participation aux associations patronales pertinentes, l'adhésion à une association qui applique des conventions collectives offrant de moins bonnes conditions, le maintien de l'adhésion à l'association patronale tout en déclarant que la convention collective ne s'applique

plus à la société (ce qui est le cas à Neuselters) et des menaces de fermeture d'usines si les demandes de concessions ne sont pas satisfaites.»

A Neuselters, Nestlé voulait une CCT aux conditions inférieures à celle de l'accord-cadre et plus de flexibilité au niveau des horaires. De leur côté, le syndicat NGG et les employés exigeaient que Nestlé applique l'accord-cadre et accorde les augmentations de salaires négociées à l'échelle du Land pour les travailleurs des sources d'eau minérale.

Succès!

La grève s'est soldée par un succès. Selon l'accord signé, les Eaux Nestlé Allemagne adhéreront à la convention-cadre sectorielle et appliqueront les augmentations de salaires exigées. Le syndicat NGG, le comité d'entreprise et la direction ont convenu de

discuter de la question du temps de travail d'ici au 31 août. L'accord contient encore une disposition de «non-représailles», une protection importante pour les travailleurs qui ont participé à la grève, aux arrêts de travail ce printemps et aux autres moyens de pression mis en œuvre durant le conflit.

«Plusieurs mois de travail et d'intenses négociations politiques ont conduit à ce règlement fructueux. Les travailleurs ont défendu leurs droits et leurs intérêts avec discipline et constance, empêchant Nestlé de dresser les travailleurs les uns contre les autres», souligne encore l'UITA avant de remercier tous ceux qui, à l'échelle internationale, ont participé à la campagne de soutien aux grévistes, en protestant auprès de la société et en envoyant des messages de solidarité.

L'ES ■